
Zone de nature sauvage de Tasmanie (Australie)

No 181quiquies

1 Identification

État partie

Australie

Nom du bien

Zone de nature sauvage de Tasmanie

Lieu

État de Tasmanie

Inscription

1989

Brève description

Dans une région qui a subi de fortes glaciations, ces parcs et réserves, avec leurs gorges profondes, qui couvrent une superficie de plus d'un million d'hectares, constituent l'une des dernières étendues de forêt pluviale tempérée du monde. Les vestiges découverts dans les grottes calcaires témoignent de l'occupation humaine de la région depuis le Pléistocène jusqu'à la fin de l'ère glaciaire. Près des côtes, il existe des vestiges d'occupation pré-européens plus récents.

Date d'approbation de l'évaluation par l'ICOMOS

6 mars 2013

2 Problèmes posés

Antécédents

En 1982 et 1989, le bien du patrimoine mondial de la zone de nature sauvage de Tasmanie (TWWHA) a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en tant que bien mixte au titre des critères culturels (iii), (iv) et (vi) et sur la base des quatre critères naturels (vii), (viii), (ix) et (x). En 1989, le bien a été étendu, principalement au nord et à l'est. Il couvrait alors une superficie de 1,38 million d'hectares, soit 20 % de l'État de Tasmanie. Il n'y avait pas de zone tampon.

En 2010, une extension du bien concernant 21 petites zones adjacentes aux limites est et sud, qui font partie de parcs nationaux ou de réserves de l'État, a été approuvée par le Comité du patrimoine mondial (Décision 34 COM 8B.46). Simultanément, le Comité accueillait avec satisfaction l'intention de l'État partie d'ajouter la zone de conservation du sud-ouest allant du sud de Melaleuca à Cox Bight lorsque les permis d'exploitation minière auraient expiré, et demandait à l'État partie de veiller à ce que la protection et la gestion

du bien, au sein des limites modifiées, tiennent compte des décisions précédentes du Comité du patrimoine mondial concernant l'état de conservation du bien existant, notamment la gestion des menaces dans les régions limitrophes de ses limites.

Dans son rapport sur l'état de conservation du bien de 2011, l'État partie informait que les 21 zones de parcs nationaux et de réserves de l'État, dont l'ajout au bien avait été approuvé par le Comité à sa 34e session en 2010, sont aujourd'hui incorporées à la zone du patrimoine mondial et sont couvertes par le Plan de gestion du bien du patrimoine mondial de la zone de nature sauvage de Tasmanie (TWWHAMP). La loi nationale sur l'environnement protège les valeurs du bien du patrimoine mondial des menaces provenant de l'intérieur comme de l'extérieur des limites modifiées.

En février 2012, l'État partie a soumis une modification des limites du bien qui visait à inclure la zone de conservation sud-ouest au sud de Melaleuca à Cox Bight, une zone de 3 810 hectares entourée du bien existant de tous les côtés sauf au sud, où sa limite longe la côte, achevant ainsi la proposition d'extension mise en avant en 2010.

La zone proposée pour extension comprenait des sites culturels qui complétaient ceux déjà compris dans le bien. Ce sont des sites côtiers et d'autres sites d'importance pour la communauté aborigène ainsi que le *Needwonnee cultural walk*, un projet commun de la communauté aborigène et du service des parcs et de la vie sauvage de Tasmanie (*Tasmanian Parks and Wildlife Service*).

Le Comité du patrimoine mondial, à sa 36e session (Saint-Petersbourg, 2012) a approuvé cette modification mineure des limites et a adopté la décision suivante :

Décision : 36 COM 8B.45

Le Comité du patrimoine mondial,

1. *Ayant examiné les documents WHC-12/36.COM/8B.Add, WHC-12/36.COM/INF.8B1.Add et WHC-12/36.COM/INF.8B2,*

2. *Rappelant la décision 34 COM 8B.46 ;*

3. *Approuve la proposition de modification mineure des limites de la Zone de nature sauvage de Tasmanie, Australie conformément aux propositions de l'État partie et selon examen précédant du Comité du patrimoine mondial ;*

4. *Réitère sa recommandation à l'État partie d'envisager d'autres modifications mineures des limites du bien, en tenant compte des décisions passées du Comité du patrimoine mondial sur les limites du point de vue des valeurs naturelles et culturelles.*

Modification

La modification proposée le 1er février 2013 répond à la décision 36 COM 8B.45 du Comité du patrimoine mondial.

L'ajout proposé comprend des zones jouxtant le bien au nord et à l'est, avec une forêt d'eucalyptus, une forêt pluviale associée et une variété de reliefs, dont des formes terrestres glaciaires et karstiques ainsi que des environnements alpins et subalpins.

La superficie du bien actuelle du bien inscrit est de 1 412 183 hectares ; l'extension ajouterait entre 170 000 et 174 000 hectares.

Le but de la modification est de mieux servir l'identification des attributs naturels du bien et améliorer la protection de sa valeur universelle exceptionnelle. Or la modification n'est proposée que sur la base des valeurs naturelles.

Elle ne concerne pas les valeurs culturelles. Aucune information n'a été fournie par l'État partie quant à la présence dans ces zones d'attributs culturels d'importance pour les Aborigènes, qui soient liés à la valeur universelle exceptionnelle du bien inscrit ; les limites n'ont pas été justifiées par rapport aux attributs culturels.

L'État partie reconnaît que « les valeurs culturelles requièrent une étude et une consultation approfondie avec la communauté aborigène tasmanienne ».

Le bien, une fois étendu, sera géré par le Service des parcs et de la vie sauvage de la Tasmanie, selon ses processus et systèmes de gestion existants. Le plan de gestion sera renouvelé en 2015 et officiellement amendé afin de prendre en compte l'extension des limites. Il n'est mentionné nulle part comment les attributs culturels seront gérés.

Le bien est protégé par la législation nationale, la Loi de 1999 sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité. Aucune indication ne précise comment le patrimoine culturel sera protégé.

L'ICOMOS comprend que l'extension proposée couvre une zone forestière qui contient des lieux du patrimoine aborigène bien documentés, notamment des grottes possédant un gisement d'occupation et des motifs d'art rupestre datant du Pléistocène ainsi que des abris sous roche comportant des preuves d'occupation datant du Holocène dans les hautes terres de la Tasmanie qui pourraient compléter et renforcer la valeur universelle exceptionnelle du bien actuel. L'ICOMOS s'inquiète des risques potentiels de poursuite de l'exploitation forestière susceptible d'avoir un impact sur les éléments culturels en l'absence d'une étude appropriée, d'une identification, de la localisation et de la protection du patrimoine culturel.

À sa 36e session, le Comité a encouragé l'État partie à envisager des modifications mineures des limites du bien par rapport aux valeurs culturelles et naturelles. La présente proposition ne traite que des valeurs naturelles.

De plus, bien que l'État partie se soit engagé en 2010 à augmenter les ressources pour la gestion du patrimoine culturel, la demande actuelle n'apporte pas la preuve de l'existence de moyens de gestion et de protection des valeurs culturelles.

La demande de modification mineure des limites vise une zone d'une superficie considérable et il semble que les différentes zones recèlent des attributs culturels importants en lien avec ceux que l'on trouve dans d'autres parties du bien. L'ICOMOS considère qu'il n'est pas approprié d'ajouter ces zones au bien mixte sans en comprendre les attributs culturels ni faire une évaluation de la manière dont ces derniers pourraient être envisagés en soutien de la valeur universelle exceptionnelle du bien.

L'État partie suggère qu'il peut être remédié à l'omission de l'information sur les valeurs culturelles en remettant un rapport sur l'état de conservation à la 39e session. L'ICOMOS ne considère pas que l'évaluation d'une modification mineure de limite puisse être envisagée par le biais d'un processus d'évaluation de l'état de conservation ou que l'évaluation de la valeur puisse être réalisée rétrospectivement.

3 Recommandations de l'ICOMOS

Recommandations concernant l'inscription

L'ICOMOS recommande que l'examen de la proposition de modification mineure des limites de la Zone de nature sauvage de Tasmanie, Australie, soit **renvoyé** à l'État partie afin de lui permettre de :

- entreprendre une étude et une consultation approfondie avec la communauté aborigène de la Tasmanie afin de fournir des informations détaillées sur la valeur culturelle des zones ajoutées au bien et sur la manière dont ces valeurs se rattachent à la valeur universelle exceptionnelle du bien inscrit ;
- fournir des informations détaillées sur les dispositions légales permettant de protéger le patrimoine culturel du bien étendu ;
- fournir des informations détaillées sur les dispositions de gestion du patrimoine culturel, en particulier concernant le contrôle de l'accès aux sites archéologiques et aux sites d'importance culturelle.



Carte indiquant les délimitations révisées du bien